

asiatique. Comme par les années passées, une forte proportion de l'ensemble des fonds a été réservée afin d'aider l'Inde et le Pakistan à réaliser certains projets particuliers de mise en valeur, allant des appareils de radiothérapie profonde au cobalt jusqu'à des projets d'aménagements hydro-électriques et pour des produits tels le blé, les métaux non ferreux et les engrais. Cela est la même chose que l'année passée et démontre le besoin urgent qui continue d'exister au Pakistan et en Inde au sujet du développement de l'industrie et de l'agriculture.

Le niveau d'assistance aux autres pays du plan de Colombo est maintenu en général, et augmenté en ce qui concerne la Malaisie. Le projet d'aménagement du fleuve Mékong dont profiteront le Laos, le Viet-Nam, le Cambodge et la Thaïlande en est à la première phase de préparation. Au cours des deux prochaines années, 1,3 million des fonds que nous avons prévus pour le Plan Colombo iront à cette entreprise. De plus, une somme d'environ \$200,000 servira à financer le programme d'ouvrages médicaux du Plan de Colombo, grâce auquel des ouvrages médicaux et de récents manuels et ouvrages de références seront fournis à des universités du sud-est asiatique.

Pour la deuxième année de son programme d'assistance aux Antilles, le Canada a affecté une somme de 2.1 millions à prélever sur les 10 millions autorisés pour ce programme quinquennal. La plus grande partie de cet argent servira à payer les premiers travaux de construction de deux navires que le Canada présentera à la Fédération des Antilles.

Le programme d'assistance Canada-Ghana sera étendu cette année à toutes les régions du Commonwealth qui n'ont pas encore bénéficié jusqu'ici de notre aide, par voie bilatérale. Pour assurer le financement de ce nouveau programme, \$500,000 seront nécessaires en 1959 contre \$135,000 l'an dernier. Le nouveau programme portera le nom de programme d'assistance technique aux pays et territoires du Commonwealth.

L'aide accrue que nous accordons aux pays étrangers prend aussi la forme d'une assistance technique plus poussée. Depuis le 1^{er} janvier 1959, nous avons envoyé cinq autres spécialistes aux pays du plan de Colombo et trois autres conseillers au Ghana. Entretemps, 52 stagiaires ont été amenés au Canada pour y recevoir une formation technique spécialisée sous le régime des programmes bilatéraux d'assistance. Durant les cinq premiers mois de cette année, ces programmes ont coûté plus de \$232,000. Le Canada a également offert son aide à des agences d'aide plurilatérale comme l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies (UNTA) et l'Organisation des Nations

Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en recrutant cinq experts techniques pour service outre-mer et en fournissant les facilités de formation à 79 autres stagiaires.

Enfin, un programme d'aide tout à fait nouveau, qui avait été annoncé à la conférence de Montréal en septembre dernier, est en voie d'organisation grâce surtout à l'initiative du Canada. Il s'agit du programme de bourses d'études du Commonwealth. Le programme a pour but de fournir 1,000 bourses d'études à des étudiants méritants du Commonwealth. Le Canada s'est engagé à fournir 250 de ces bourses qui lui coûteront environ un million de dollars par année. Le programme sera un des grands sujets de discussion pendant la conférence de l'enseignement du Commonwealth qui aura lieu le mois prochain à Oxford, et il entrera en vigueur à l'automne de 1960.

Je veux maintenant, monsieur le président, rendre hommage au monde des affaires du Canada. L'expansion de notre commerce et les échanges économiques ne sont pas attribuables seulement à nos ressources matérielles. En dernière analyse, ce sont les hommes d'affaires qui, chacun de son côté, transforment les idées et les occasions en transactions et qui prennent les chances et supportent les conséquences inévitables sous notre régime de libre entreprise. Lorsqu'une économie repose autant que la nôtre sur le commerce extérieur, le haut niveau de vie dont nous jouissons manifeste dans une large mesure l'esprit entreprenant et la compétence des hommes d'affaires canadiens.

Depuis un an, j'ai rencontré des centaines d'hommes d'affaires, et j'ai assisté à de nombreuses réunions d'associations commerciales. Mes fonctionnaires entretiennent des rapports constants avec les fabricants et les exportateurs. Ils visitent les industriels dans leurs usines; ils participent à des études en groupe et à des réunions organisées par les associations commerciales; ils reçoivent les dirigeants d'entreprises au ministère, à Ottawa; et ils mettent à la disposition des hommes d'affaires un service d'information commerciale dont on ne trouve pas l'égal dans aucun autre pays. Nous accordons beaucoup de prix à ces rapports constants. Nous ne prenons aucune nouvelle initiative dans le domaine de la politique commerciale, nous n'ouvrons pas de nouveaux bureaux commerciaux, nous n'organisons aucune foire commerciale, sans avoir consulté nos exportateurs au préalable.

Ce n'est pas toujours possible, évidemment, d'adopter toutes les propositions qui nous viennent de l'industrie. Il y a souvent des conflits d'intérêt parmi les gens d'affaires, ou entre les divers secteurs de l'économie. Il arrive parfois qu'on nous demande de faire